AVENANT N°6

A LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES HOTELS, CAFES, RESTAURANTS

PREAMBULE

Les organisations professionnelles d'employeurs de la branche des hôtels, cafés et restaurants sont convenues d'apporter des contreparties sociales à la réduction du taux de la TVA intervenue dans la restauration le 1^{er} juillet 2009.

Dans ce contexte, les organisations professionnelles d'employeurs et les syndicats de salariés signataires :

- souhaitent renforcer l'attractivité de la branche tant en termes d'amélioration des conditions d'emploi et de protection sociale qu'en termes de formation professionnelle,
- reconnaissent la nécessité de préserver la pérennité des entreprises de la branche en prenant en compte leur diversité et les particularités des métiers de service dépendant étroitement de la demande de la clientèle et caractérisés par une activité à forte intensité de main d'œuvre,
- soulignent combien l'activité de ces entreprises est susceptible de fluctuer fortement et de manière imprévisible.

Ils se sont réunis à ces fins et ont élaboré le présent avenant.

ARTICLE 1 : Champ d'application

Le présent avenant concerne l'ensemble des salariés et les salariés embauchés sous contrat de formation en alternance des entreprises relevant du champ d'application de la Convention Collective Nationale des Hôtels, Cafés et Restaurants en date du 30 avril 1997.

Les entreprises visées par le champ d'application sont généralement répertoriées aux codes NAF suivants :

55.10Zp, 56.10A, 56.10 B, 56.30Zp, 56.21Z, 93.11Z (bowlings)

Sont exclus les établissements de chaînes relevant principalement du code NAF 56.10B et dont l'activité principale consiste à préparer, à vendre à tous types de clientèle, des aliments et boissons variés présentés en libre service, que le client dispose sur un plateau et paye avant consommation, étant précisé qu'une chaîne est au minimum composée de trois établissements ayant une enseigne commerciale identique.

ARTICLE 1 BIS : Extension du champ d'application

Les partenaires sociaux conviennent d'inclure les discothèques dans le champ d'application de la Convention Collective Nationale de 1997 ainsi que du présent avenant.

Les entreprises relevant du code NAF 56.30Z ou 93.29Zp sont donc également visées.

ARTICLE 2 : Rémunération

Les rémunérations horaires brutes applicables sur le territoire métropolitain et les DOM sont déterminées dans le respect des salaires minimaux conventionnels suivants :

	Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V
Echelon 1	8,88	9,17	9,55	10,20	12,00
Echelon 2	8,95	9,30	9,72	10,38	14,00
Echelon 3	9,05	9,40	9,92		17,05

ARTICLE 3 : Reconnaissance des qualifications

Soucieux de valoriser les qualifications des salariés, les partenaires sociaux ont décidé de modifier l'article 34-III de la Convention Collective Nationale des Hôtels, Cafés, Restaurants du 30 avril 1997 complété par l'article 14 de l'avenant n° 2 à la Convention Collective Nationale des HCR du 5 février 2007.

Les positionnements des CQP/IH relevant de la branche d'activité dans la grille de classification sont les suivants :

- CQP/IH : employé d'étages : Niveau I, échelon 2
- CQP/IH : agent de restauration : Niveau I, échelon 2
- CQP/IH : commis de cuisine: Niveau I, échelon 2
- CQP/IH : serveur : Niveau II, échelon 1
- CQP/IH : pizzaiolo : Niveau II, échelon 1
- CQP/IH : cuisinier : Niveau II, échelon 2
- CQP/IH : réceptionniste : Niveau II, échelon 2
- CQP/IH : assistant d'exploitation : Niveau IV, échelon 1

Les autres dispositions de cet article 34-III restent inchangées.

ARTICLE 4 : Prévoyance et Mutuelle

Soucieux de renforcer et de développer la protection sociale des salariés, les partenaires sociaux ont décidé :

-d'améliorer la couverture sociale des salariés de la branche, en révisant le dispositif de prévoyance existant et en créant une couverture de frais de santé,

-de constituer, à cette fin, une commission technique paritaire, composée de deux représentants par organisation syndicale et professionnelle du secteur HCR,

-de confier à cette commission technique paritaire le soin de déterminer les modalités et le calendrier de travail (désignation d'un ou des experts pris en charge financièrement par HCR Prévoyance après validation de la commission paritaire de surveillance du régime...).

-d'inviter cette commission technique à remettre ses travaux à la commission mixte paritaire, seule décisionnaire.

ARTICLE 5 : Classification

Les emplois de la branche des hôtels, cafés et restaurants ont fait l'objet d'évolutions importantes ces dernières années. De nouvelles fonctions sont apparues, d'autres, au contraire, sont devenues désuètes.

Les parties conviennent de la nécessité de réviser la classification des emplois.

ARTICLE 6 : Jours fériés

Le présent article modifie le titre III « *jours fériés* » de l'avenant n°2 à la Convention Collective Nationale des hôtels cafés, restaurants, en remplaçant le point 1) de l'article 11-1 « *dans les établissements permanents* » par les dispositions suivantes :

Tous les salariés comptant un an d'ancienneté dans le même établissement et/ou entreprise, bénéficient, en plus du 1^{er} mai, de 10 jours fériés par an et ceci à compter de la date d'application du présent avenant.

En tout état de cause, il est accordé aux salariés 6 (six) jours fériés garantis. L'annexe 2 de l'avenant n°2 à la Convention Collective Nationale des hôtels cafés, restaurants est modifiée en conséquence. Ainsi, le salarié bénéficie de 6 jours fériés ou chômés et payés ou compensés en temps ou indemnisés, même si le salarié est en repos ces jours fériés considérés.

Les quatre autres jours fériés sont accordés selon les modalités suivantes :

- Le jour férié est chômé, le chômage des jours fériés ne doit entraîner aucune réduction du salaire,
- Dans le cas où l'activité de l'établissement nécessite la présence du salarié, l'intéressé bénéficie d'un jour de compensation,
- Le jour férié coïncidant avec un jour de repos ne donne pas lieu à compensation ou à indemnisation.

Les autres points 2 et 3 de l'alinéa 11-1 ainsi que les autres alinéas 11-2 et 11-3 demeurent applicables.

ARTICLE 7 : Négociation collective de branche

Les organisations professionnelles d'employeurs et syndicales de salariés réaffirment la nécessité de poursuivre et de développer le dialogue social dans la branche et conviennent de définir un calendrier social au titre des négociations annuelles de branche pour l'année 2009 et les années à venir.

Les parties signataires s'engagent à se réunir pour la négociation de la grille des salaires conventionnels à la suite de chaque augmentation du SMIC et ceci avec pour objectif de valoriser les qualifications des salariés de la branche.

De plus, et au-delà des thèmes de négociations obligatoires prévus par la loi, les partenaires sociaux conviennent de se réunir régulièrement en commission mixte paritaire au moins 2 fois par an afin de négocier sur des thèmes autres que les salaires minima conventionnels.

ARTICLE 8 : Engagements de négociations prioritaires

Les organisations professionnelles d'employeurs s'engagent :

- à présenter, avant le 30 septembre 2009, à la signature des partenaires sociaux un avenant à la Convention Collective Nationale des hôtels cafés, restaurants dont l'objet sera la valorisation de la fonction tutorale sur la base des modalités arrêtées au sein de l'OPCA de la branche,

- à demander la convocation d'une commission mixte paritaire ayant pour ordre du jour la grille de salaire conventionnelle. Cette demande sera faite dès connaissance du taux horaire du Smic applicable au 1^{er} janvier 2010 et au plus tard dans la deuxième quinzaine du mois de décembre 2009.

ARTICLE 9 : Durée, entrée en vigueur, dépôt

Le présent avenant est à durée indéterminée.

Il entrera en application le premier jour du mois suivant la publication au Journal Officiel de son arrêté d'extension.

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt conformément aux articles L. 2231-6 ; L 2261-1 et D 2231-2 du code du travail.

ARTICLE 10 : Révision et modification

Le présent avenant ne peut être dénoncé ou modifié qu'à condition d'observer les règles définies aux articles 3 et 4 de la Convention Collective Nationale des Hôtels, Cafés et Restaurants du 30 avril 1997.

Paris le 9 juillet 2009,

Organisations professionnelles d'employeurs :

CPIH

FAGIHT

GNC

SYNHORCAT

UMIH

Organisations syndicales de salariés :

FGTA/FO

Fédération des personnes du commerce,
de la distribution et des services / CGT

INOVA/CFE-CGC

Fédération des services / CFDT

Syndicat national CFTC hôtellerie restauration